



Communiqué intersyndical et associatif

Les organisations syndicales FSU, CGT-Educ'action, SGEN-CFDT, UNSA-Education, SUD-Education, et de jeunesse UNEF, UNL, et des parents d'élèves FCPE de la Somme dénoncent les attaques contre l'École.

Le Ministre de l'Éducation Nationale, JM. Blanquer fait mine de répondre aux exigences des personnels en matière salariale en imposant une deuxième heure supplémentaire et en niant le fait que les enseignants du premier degré ne peuvent pas être concernés. Il s'entête dans des réformes tout azimut. C'est l'accompagnement des suppressions de postes qui s'accompagne d'une hausse du nombre d'élèves par classe !

Le Ministre des Affaires et des Comptes publics, G. Darmanin annonce la fin du statut des fonctionnaires pour le remplacer par un « contrat de mission »... C'est la remise en cause du statut des enseignants qui est à l'ordre du jour !

Dans ces conditions, les organisations syndicales FSU, CGT-Educ'action, SGEN-CFDT, UNSA-Education, SUD-Education, et de jeunesse UNEF, UNL, et des parents d'élèves FCPE de la Somme réaffirment leurs revendications :

- Augmentation du point d'indice et suppression de la journée de carence.
- Suppression du décret imposant une 2e Heure supplémentaire aux enseignants des collèges et lycées
- Arrêt des suppressions de postes (Pour notre académie, c'est 155 Postes supprimés dans le second degré, 17 postes Administratifs et seulement + 15 postes dans le 1^{er} degré dont 3 pour la Somme alors qu'il faudra ouvrir plus de 60 classes de CE1 en Education Prioritaire à la rentrée 2019).
- Une dotation de postes dans le premier degré suffisante pour qu'il ne subsiste aucune classe à plus de 25 élèves (20 en Education Prioritaire).
- Abandon du projet de fusion des académies
- Maintien d'un baccalauréat à valeur nationale, premier grade de l'université.
- Maintien d'un service public d'éducation de proximité (Ecoles, Collèges) et prise en compte réelle des avis des parents d'élèves et des personnels.

Elles appellent l'ensemble des personnels à se réunir en assemblées générales, en réunions syndicales, à s'associer aux parents d'élèves et aux organisations lycéennes pour faire vivre ces revendications afin d'établir un rapport de force favorable à un changement de politique, y compris par la grève.

A Amiens, Le 21/01/2019